

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **26470 C**

Inscrit le 8 janvier 2010

---

### Audience publique du 11 mai 2010

**Appel interjeté par  
la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg  
contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 14 décembre  
2009 (n° 23528 du rôle) dans une affaire ayant opposé la société à  
responsabilité limitée ... (...) Sàrl, ..., à une décision prise par la  
Chambre de commerce  
en matière d'affiliation et de cotisations professionnelles**

---

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 26470C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 8 janvier 2010 par Maître Patrick KINSCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom et pour compte de la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg, établie à L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 14 décembre 2009, dans la mesure où ledit tribunal a reçu et déclaré fondé un recours en annulation introduit par la société à responsabilité limitée ... (...) Sàrl, établie et ayant son siège social à ..., contre le bulletin de cotisation émis à son encontre le 7 juillet 2006 par la Chambre de commerce au titre de l'année 2006, tel qu'il a été confirmé par décisions des 8 août et 13 décembre 2006 ;

Vu l'exploit de signification de l'huissier de justice Frank SCHAAL, demeurant à Luxembourg, du 15 janvier 2010, portant signification de cette requête à la société à responsabilité limitée ... (...) Sàrl, préqualifiée ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 15 février 2010 par Maître Pierre ELVINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de

l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société à responsabilité limitée ... (... ) Sàrl ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 15 mars 2010 en nom et pour compte de la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 15 avril 2010 au nom de la société à responsabilité limitée ... (... ) Sàrl ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le conseiller rapporteur entendu en son rapport et Maître Patrick KINSCH et Maître Nathalie PRÜM-CARRE, en remplacement de Maître Pierre ELVINGER, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 20 avril 2010.

-----  
Le 7 juillet 2006, la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg émit à l'égard de la société à responsabilité limitée ... (... ) Sàrl, ci-après dénommée la « société ... », un bulletin de cotisation portant sur l'année 2006 d'un montant de 239.156,09 €.

A la suite d'une réclamation lui adressée par courrier du mandataire de la société ... du 31 juillet 2006, et dirigée contre le susdit bulletin du 7 juillet 2006, la Chambre de commerce refusa, par décision du 8 août 2006, de faire droit à la demande de redressement lui soumise.

Par courrier du 31 août 2006, le mandataire de la société ... fit introduire une nouvelle réclamation qui donna lieu à une réponse de la Chambre de commerce du 13 décembre 2006, par laquelle celle-ci confirma sa décision de ne pas procéder à une rectification du montant de la cotisation à payer par la société ... pour l'année 2006.

Le 11 octobre 2007, la société ... saisit le tribunal administratif d'un recours tendant principalement à l'annulation de la décision de la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg portant sur son affiliation à ladite chambre professionnelle et sur le paiement de sa cotisation d'un montant de 239.156,09 € pour l'année 2006, telles que ces décisions ressortiraient des bulletin et décisions prévus des 7 juillet, 8 août et 13 décembre 2006 et, subsidiairement, un recours tendant à la réformation du bulletin de cotisation précité du 7 juillet 2006, tel que confirmé par les décisions précitées des 8 août et 13 décembre 2006 et, à titre encore plus subsidiaire, un recours tendant à l'annulation de ces mêmes décisions.

Par jugement du 14 décembre 2009, le tribunal administratif reçut en la forme, mais rejeta au fond, le recours en annulation dirigé contre les décisions

litigieuses des 7 juillet, 8 août et 13 décembre 2006, dans la mesure où celles-ci ont reconnu implicitement mais nécessairement la qualité de ressortissante de la Chambre de commerce dans le chef de la société demanderesse ; se déclara incompétent pour connaître du recours en réformation dirigé contre les décisions litigieuses des 7 juillet, 8 août et 13 décembre 2006, en ce qu'elles ont fixé dans le chef de la société demanderesse le montant de la cotisation à payer pour l'année 2006 au profit de la Chambre de commerce ; reçut en la forme le recours en annulation dans la mesure où il est dirigé contre les décisions litigieuses des 7 juillet, 8 août et 13 décembre 2006, en ce qu'elles ont fixé dans le chef de la société demanderesse le montant de la cotisation à payer pour l'année 2006 au profit de la Chambre de commerce et, au fond, le déclara justifié et partant annula le bulletin de cotisation émis par la Chambre de commerce en date du 7 juillet 2006, ainsi que les décisions confirmatives émises par la même Chambre de commerce en dates des 8 août et 13 décembre 2006 ; se déclara incompétent pour connaître de la demande tendant à obtenir la restitution de cotisations de la part de la Chambre de commerce et fit masse des frais et condamna tant la Chambre de commerce que la partie demanderesse à en payer la moitié.

Le 8 janvier 2010, la Chambre de commerce a interjeté appel contre ledit jugement du 14 décembre 2009 dans la mesure où le tribunal administratif a déclaré recevable le recours en annulation dirigé contre les décisions émises par elle en dates des 7 juillet, 8 août et 13 décembre 2006 en ce qu'elles portent fixation dans le chef de la société ... du montant de la cotisation à payer par elle pour l'année 2006 ; l'a déclaré fondé et a condamné la Chambre de commerce à la moitié des frais.

La Chambre de commerce reproche aux premiers juges d'avoir déclaré recevable le recours en annulation dirigé contre les décisions des 7 juillet, 8 août et 13 décembre 2006 et de ne pas avoir fait droit à son moyen tiré du caractère tardif du recours introduit par la société ....

Elle insiste sur le nécessaire respect du délai contentieux de trois mois prévu par l'article 13, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, dont le respect s'imposerait spécialement en matière financière pour des raisons de sécurité juridique.

Or, en l'espèce, le recours contentieux de la société ... aurait été introduit hors délai, le 11 octobre 2007, contre un bulletin de cotisation expédié le 7 juillet 2006 et « *parvenu à destination peu de temps après* ». Admettant ne pas avoir de preuve quant à la date exacte de la réception, l'appelante soutient cependant que cette réception serait patente, l'introduction de deux recours gracieux en témoignant. Ainsi, il conviendrait de retenir que le recours contentieux aurait dû être interjeté au plus tard dans les trois mois de la première sinon de la deuxième décision rejetant le recours gracieux et ce délai n'aurait pas été respecté.

L'appelante estime ensuite que ce serait à juste titre que les premiers juges ont décidé que l'article 14 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979 serait inapplicable aux bulletins de cotisation de la Chambre de commerce.

Anticipant la réitération de deux objections formulées par la demanderesse initiale devant le tribunal administratif, l'appelante ajoute encore que, d'une part, ce serait à tort que la société ... argumenterait que son recours devant le tribunal administratif serait en réalité un recours contre une décision de la Chambre de commerce de ne pas faire droit à un recours gracieux introduit contre une précédente décision, et qu'il s'agirait là, au sens de l'article 14 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, d'une décision « *refusant de faire droit en tout ou en partie* » à une demande de la requérante, au motif que cet argumentaire méconnaîtrait le mécanisme du recours gracieux, le seul fait d'avoir interjeté un recours gracieux contre une décision n'impliquant pas l'obligation de l'administration d'informer le recourant sur les voies de recours existant contre la décision rendue sur le recours gracieux, notamment lorsque cette dernière est purement et simplement confirmative de la décision antérieure.

D'autre part, l'appelante conteste que son courrier du 13 décembre 2006 constituerait une décision nouvelle, au motif qu'elle ne serait pas fondée sur de nouveaux motifs par rapport à la première décision.

La société ... rétorque que les premiers juges seraient à confirmer en ce qu'ils ont décidé qu'à défaut d'une preuve quant à la date de la notification des décisions entreprises, aucun délai n'avait commencé à courir et que de la sorte son recours en annulation a été introduit dans le délai légal.

Elle estime que les décisions litigieuses de la Chambre de commerce ne pourraient pas être assimilées aux 35.000 bulletins de cotisation annuellement émis par ladite Chambre, mais qu'il s'agirait de la manifestation d'une volonté nouvelle d'affiliation et de perception d'une cotisation à son égard, laquelle aurait exigé que la Chambre de commerce lui notifie personnellement une information individuelle et un bulletin de cotisation. Cette notification devrait être entreprise « *dans des formes suffisantes pour que la Chambre de commerce puisse d'une part, s'assurer que la décision d'affiliation a bien été portée à la connaissance de son destinataire et que, d'autre part, l'administré et éventuellement le juge puissent s'assurer de la réalité de cette notification. Il s'agit là d'un véritable impératif de sécurité juridique* ».

Or, à défaut pour l'administration de rapporter la preuve de pareille notification, le délai de recours n'aurait pas pu commencer à courir.

Selon l'intimée, l'on ne saurait interpréter l'article 13, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi précitée du 21 juin 1999, dans le sens qu'il suffirait que l'administré ait eu connaissance ou ait pu prendre connaissance de la décision individuelle le

concernant pour que le délai de recours coure, pareille interprétation étant contraire à toute « *protection minimale des administrés* ».

L'intimée invoque ensuite « *en sus de la motivation du jugement dont appel ou si nécessaire, afin d'y être substituée* » l'application des articles 6 et 7 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979, soutenant que dès lors que les réponses de la Chambre de commerce des 8 août et 13 décembre 2006 à ses deux recours gracieux ne reposeraient sur aucune motivation en droit et en fait, ou sur une motivation insuffisante, les délais de recours auraient été suspendus et que la recevabilité du recours introductif de première instance ne serait point affectée *ratione temporis*.

Ensuite, l'intimée estime que l'article 14 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979 est d'application et que faute de mention des modalités de recours, le délai de recours n'aurait pas commencé à courir. Elle estime plus particulièrement que le bulletin de la Chambre de commerce du 7 juillet 2006 est visé par ledit article 14, dès lors que ce bulletin aurait « *une double valeur décisionnelle en ce qu'il vaut décision d'affiliation de la société ... à la Chambre de commerce et en tant que bulletin fixant le montant de la cotisation prétendument rendue* » et qu'antérieurement à cette décision, il aurait été acquis que les sociétés de participations financières, comme la société ..., n'étaient pas affiliées à la Chambre de commerce, de sorte que « *la décision du 7 juillet 2006 portant affiliation de la société ... modifie la décision implicite antérieure, selon laquelle ce type de société n'était pas soumis à une affiliation à la Chambre de commerce* ».

Sous le même regard de l'article 14 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979, l'intimée estime que la décision du 13 décembre 2006 ne pourrait être considérée comme constituant une décision purement confirmative de la décision antérieure, mais qu'elle devrait être qualifiée de décision nouvelle, obligeant l'administration d'indiquer les voies de recours. En effet, cette qualification s'imposerait dès lors que ladite décision du 13 décembre 2006 aurait été prise, « *sur base du recours gracieux et du certificat de l'Administration des Contributions Directes, pièce nouvelle que la Chambre de commerce a nécessairement dû prendre en compte et analyser pour ensuite justifier sa décision* ».

Ensuite, concernant les deux décisions des 8 août et 13 décembre 2006, il ne conviendrait pas, selon la partie intimée, de suivre l'appelante en ce qu'elle soutient que ces deux décisions ne pourraient pas s'analyser en décisions « *refusant de faire droit en tout ou en partie* » à la demande de la requérante et ne créeraient pas d'obligation à la charge de l'administration de l'informer sur les voies de recours, notamment lorsque les décisions sur recours gracieux confirment la décision antérieure. Au contraire, il s'agirait en l'occurrence incontestablement de décisions refusant de faire droit, en tout ou en partie, à sa requête, ce qui serait, « *en tout état de cause, implicitement mais nécessairement admis par la partie appelante qui les qualifie de décisions confirmatives prises sur base de recours gracieux* ».

Elle ajoute que l'on ne pourrait parler de caractère confirmatif des décisions des 8 août et 13 décembre 2006 qu'en raison du seul fait que la Chambre de commerce n'a pas examiné le problème posé par la société ..., pour soutenir ensuite qu'une qualification juridique ne pourrait pas dépendre de la seule bonne volonté d'une administration, mais devrait faire l'objet d'un examen réel quant au bien fondé du recours gracieux, lequel serait vérifié ou vérifiable.

La société ... relève encore appel incident contre le jugement du 14 décembre 2009 dans la mesure que la société ... a été considérée comme étant une ressortissante de la Chambre de commerce en raison du fait qu'elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés au Luxembourg, qu'elle exploite un établissement ayant une forme commerciale et que son objet social lui permet d'effectuer des opérations commerciales. Dans ce contexte, elle réitère l'argumentaire développée par elle en première instance et soutient que dès lors que son activité se limiterait à la détention de participations et qu'elle n'entreprendrait aucun établissement industriel, commercial ou financier au Luxembourg, elle aurait été affiliée à tort à la Chambre de commerce.

Elle forme encore appel incident à l'encontre du jugement dont appel, en ce qu'il a fait masse des dépens et condamné les deux parties à en payer la moitié et demande que la Chambre de commerce soit condamnée à payer l'entière des frais et dépens de la première instance.

Enfin, elle réclame la condamnation de l'appelante aux frais et dépens de l'instance d'appel, ainsi qu'au paiement d'une indemnité de procédure d'un import de 1.500.- € sur le fondement des dispositions de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Dans son mémoire en réplique, la Chambre de commerce expose qu'aucune décision formelle d'affiliation n'a été prise par elle, le fait que la partie intimée est considérée comme une de ses ressortissantes n'étant que l'un des éléments implicitement contenus dans le bulletin de cotisation, tout comme ce serait un élément de chaque bulletin de cotisation annuel et elle soutient que ce fait ne représenterait pas une décision administrative séparée et attaquant séparément. Elle soutient encore que l'acquisition de la qualité de ressortissant d'une chambre professionnelle se ferait de plein droit, en vertu de la loi, et non en vertu d'un acte administratif.

Sur ce, elle fait valoir que les moyens de la partie intimée reposant sur l'existence d'une décision séparée et autonome d'affiliation de l'intimée manqueraient de fondement, sinon et subsidiairement, qu'ils seraient dépourvus de pertinence, dans la mesure où ce qui est concerné par l'appel de la Chambre de commerce est le bulletin de cotisation pour 2006, et non l'affiliation de la société ... prise en tant que décision autonome.

Ensuite, la Chambre de commerce conclut au rejet de l'appel incident, principalement, au motif que l'objet de ce volet du recours de ..., à savoir la «*décision*» de procéder à son affiliation, n'est pas une décision administrative et subsidiairement par adoption des motifs des premiers juges y afférents.

Elle conteste en outre avoir manqué à son obligation de motivation, soutenant que ses deux réponses aux réclamations de la société ... seraient motivées en droit et en fait. Il est précisé que dans le cadre de la décision du 13 décembre 2006, elle aurait clairement répondu à la réclamante que le certificat de l'administration des Contributions directes, versé à l'appui de la deuxième réclamation, ne vaudrait pas rectification du bénéfice commercial par l'administration des Contributions directes et que le fait qu'une « *reprise de correction des valeurs d'une participation* » soit incluse dans le montant du bénéfice commercial serait dépourvu de pertinence, puisque précisément c'est l'entière du bénéfice commercial qui servirait de base au calcul de la cotisation.

Concernant le reproche de non-indication des voies et délai de recours, la Chambre de commerce insiste sur ce qu'il serait erroné de parler d'un changement de politique à l'égard des sociétés de participations financières, comme la société ..., et que même si tel avait été le cas, il n'y aurait pas pour autant décision « *révoquant ou modifiant une décision créée ou reconnue des droits* », comme l'exige l'article 14 du règlement précité du 8 juin 1979.

En ce qui concerne la réponse du 13 décembre 2006 à la deuxième réclamation de la société ..., il ne s'agirait nullement d'une décision nouvelle dans laquelle la Chambre de commerce aurait été obligée d'indiquer les voies de recours, mais il s'agirait d'une simple réponse à une voie de recours introduite par l'administrée, réponse d'ailleurs purement confirmative de la réponse antérieure, du 8 août 2006.

Enfin, ni la réponse du 8 août 2006 ni celle du 13 décembre 2006 ne constitueraient des décisions « *refusant de faire droit en tout ou en partie* » à une demande de ..., mais des décisions sur recours gracieux.

La société ..., en termes de duplique, insiste sur ce que faute de preuve du point de départ du délai de recours, la charge de la preuve incombant à la Chambre de commerce, aucun délai n'aurait commencé à courir et ceci tant en ce qui concerne le bulletin de cotisation 2006 que la décision d'affiliation intrinsèque à ce bulletin.

Concernant les éléments de motivation contenus dans les différents envois de la Chambre de commerce, elle estime que cette dernière en dégagerait plus que « *le commun des mortels peut y lire* » ; que la référence à des dispositions légales serait à elle seule une motivation insuffisante et que toute « *administration* » serait tenue des explications de fait et de droit relatives à sa décision « *sans pouvoir prétendre limiter ses explications à l'objet des réclamations de l'administré* ».

Elle relève qu'à aucun moment, la Chambre de commerce n'aurait précisé comment le bénéfice commercial servant de base de calcul serait déterminé « *et ce plus particulièrement au regard de la question posée qui est de savoir si la reprise de correction de valeur d'une participation fait ou non partie de ce bénéfice* ».

Il est encore insisté sur ce que la Chambre de commerce ne saurait contester qu'il y a eu un changement de sa « *politique* » à l'égard des sociétés de participations financières, elle en veut pour preuve le nombre d'affaires contentieuses en forte progression, et elle soutient que l'attitude passée vis-à-vis de ses sociétés serait constitutive de droits à leur égard.

L'appel principal de la Chambre de commerce est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

Est à son tour recevable l'appel incident introduit par la société ... à travers son mémoire en réponse, pour avoir été formé suivant les exigences légales en application de l'article 38, alinéa 3 de la loi précitée du 21 juin 1999.

L'appel principal soumet à l'appréciation de la Cour la question de la recevabilité *ratione temporis* du recours introductif de première instance en ce qu'il tend à l'annulation des décisions émises par la Chambre de commerce en dates des 7 juillet, 8 août et 13 décembre 2006 dans la mesure où elles portent fixation dans le chef de la société ... du montant de la cotisation à payer par elle pour l'année 2006.

En l'absence de disposition spécifique en matière de fixation des cotisations professionnelles, il y a lieu de se référer à l'article 13 de la loi précitée du 21 juin 1999, portant le droit commun des règles de procédure quant aux délais à observer pour introduire un recours devant la juridiction administrative, qui dispose en son point 1) que, sans préjudice de cas de figure non vérifiés en l'espèce, « *le recours au tribunal n'est plus recevable après trois mois du jour où la décision a été notifiée au requérant ou du jour où le requérant a pu en prendre connaissance* ».

Pour savoir si le recours en annulation dirigé contre le bulletin de cotisation du 7 juillet 2006 a été introduit dans le délai contentieux, il se pose en premier lieu la question du point de départ du délai contentieux, les premiers juges ayant retenu y relativement qu'en l'espèce, aucun délai n'avait pu commencer à courir au motif que la Chambre de commerce était restée en défaut d'établir la date de la notification du bulletin de cotisation du 7 juillet 2006.

Force est de constater que s'il est vrai que la Chambre de commerce n'a pas prouvé - et ne prouve toujours pas - quel jour le bulletin querellé a été notifié à la demanderesse initiale, pareille vision des choses réduite à la preuve de la formalité de la notification dudit bulletin méconnaît le fait que la disposition légale de l'article 13 est plus large en visant en des termes généraux aussi la prise de connaissance de l'acte litigieux par celui qui entend l'entreprendre.



Or, en l'espèce, il se dégage indubitablement des circonstances de la cause que la société ... a eu connaissance du bulletin et que tel a été le cas au plus tard en date du 31 juillet 2006, jour auquel est daté le recours gracieux qu'elle a fait introduire auprès de la Chambre de commerce par le biais de son actuel litismandataire. C'est non seulement le fait même d'avoir pu introduire un recours gracieux en pleine connaissance de cause qui en témoigne, mais en outre la référence expresse que le mandataire de la réclamante fait au courrier du 7 juillet 2006 par lequel le bulletin en question a été adressé à sa mandante.

Il suit de ces considérations que contrairement à ce que les premiers juges ont retenu, le délai de recours de trois mois légalement prévu doit être considéré comme ayant, en principe, commencé à courir à partir du 31 juillet 2006, date à laquelle la société ... avait au plus tard connaissance du bulletin litigieux.

Ensuite, c'est à tort que la partie intimée fait soutenir qu'en application de l'article 14 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979 et faute par le bulletin litigieux de contenir une information quant aux délai et voie de recours existant à son encontre, le commencement du cours de ce délai aurait été suspendu.

En effet, il y a lieu de rejoindre sur ce point les premiers juges en ce qu'ils ont par ailleurs constaté que le bulletin de cotisation litigieux émis par la Chambre de commerce ne rentre pas dans les prévisions du texte visé, comme ne constituant ni une décision « *refusant de faire droit, en tout ou en partie, aux requêtes des parties* », ni une décision « *révoquant ou modifiant d'office une décision ayant créé ou reconnu des droits* », étant relevé que l'on ne saurait point suivre la partie intimée en ses développements en ce qu'ils tablent sur la prémisse de base erronée de la préexistence d'une prétendue « *décision implicite* » ayant créé ou reconnu un droit de non-affiliation à la Chambre de commerce ou de non-taxation dans son chef.

Il convient de constater ensuite qu'en application de l'article 13 (2) de la loi précitée du 21 juin 1999 disposant que « *toutefois si la partie intéressée a adressé un recours gracieux à l'autorité compétente avant l'expiration du délai de recours fixé par la disposition qui précède (...), le délai du recours contentieux est suspendu et un nouveau délai commence à courir à partir de la notification de la nouvelle décision qui intervient à la suite de ce recours gracieux* », le cours du délai contentieux a été interrompu par l'effet de l'introduction du recours gracieux de la société ... daté au 31 juillet 2006 et un nouveau délai a commencé à courir par l'effet de la réponse que la Chambre de commerce y a apportée par sa décision encore incriminée du 8 août 2006.

Concernant la date à laquelle le délai a recommencé à courir, faute à nouveau de preuve de la date de notification de la réponse de la Chambre de commerce, il convient de constater qu'il se dégage incontestablement des circonstances de la cause que cette réponse a été portée à la connaissance de la

société ... au plus tard en date du 31 août 2006, jour auquel est daté son deuxième recours gracieux encore introduit par elle auprès de la Chambre de commerce. - S'il est vrai que le point (2) de l'article 13 de la loi précitée du 21 juin 1999 ne fait état que de la notification de la réponse au recours gracieux, il n'en reste pas moins que la preuve d'une prise de connaissance effective doit encore sous ce point être considérée comme étant équivalente.

Il reste à savoir si le délai a pu recommencer à courir ou non, la société ... objectant que la réponse de la Chambre de commerce datée au 8 août 2006 ne serait pas motivée et qu'elle n'indiquerait pas les modalités de recours.

Concernant l'obligation d'indiquer les modalités de recours, il convient de repartir du constat ci-avant dégagé que le bulletin de cotisation initial ne tombe pas dans le champ d'application de l'article 14 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979, de sorte que la Chambre de commerce n'a pas pêché en omettant d'indiquer les voie et délai de recours ouverts à son encontre et d'y ajouter que c'est à juste titre que la Chambre de commerce fait soutenir que le seul fait que la société ... a introduit un recours gracieux contre ce bulletin de cotisation ne fait pas créer, par lui-même, une obligation à charge de l'administration d'informer la réclamante sur les modalités de recours existant contre la décision rendue sur recours gracieux. Il en va spécialement ainsi lorsque comme en l'espèce, la décision sur recours gracieux n'est en substance que confirmative du bulletin initial.

Concernant l'obligation de motivation et la suspension des délais de recours corrélative à un non-respect de ladite obligation, tels que découlant des articles 6 et 7 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979, c'est à juste titre que la société ... fait relever qu'il se dégage entre autres de l'article 6 dudit règlement grand-ducal de 1979 que toute décision administrative qui intervient sur recours gracieux doit formellement indiquer les motifs sur lesquels l'administration se fonde.

C'est cependant à tort que la partie intimée estime que cette obligation n'a pas été respectée en l'espèce, étant donné qu'en réponse à sa réclamation portant contestation du montant de cotisation redû en raison d'une prétendue erreur quant à la base de calcul (erreur sur le montant du bénéfice commercial effectivement réalisé à prendre en considération, c'est-à-dire sans prise en compte des corrections de valeurs reprises du compte de pertes et profits), la Chambre de commerce lui a fourni une prise de position motivée à suffisance tant en droit qu'en fait.

En effet, la Chambre de commerce n'a pas simplement confirmé sa décision initiale, mais elle a pris position par rapport à la critique libellée par la réclamante en exposant qu'il n'y avait pas eu d'erreur quant à la base de calcul et partant pas lieu à un redressement de la cotisation pour l'année 2006, tout en précisant qu'elle se basait sur une confirmation de l'administration des Contributions directes au titre de laquelle « *le bénéfice commercial servant de base de calcul pour déterminer la cotisation de la Chambre de commerce est bien le montant se trouvant à la ligne 71 du modèle 500 de la « Déclaration pour l'impôt sur le revenu des collectivités et*

*pour l'impôt commercial communal de l'année 2004 », ladite administration ayant identifié « précisément la ligne précitée dans le modèle 500 afin d'éviter toute ambiguïté au niveau de la désignation de l'assiette de calcul visée par l'art. 37 bis de la loi du 14 mars 1973 ».*

Il s'ensuit que les deux moyens s'opposant, selon la société ..., à ce que le délai de recours ait recommencé à courir laissent d'être fondés et sont à écarter.

Il convient ensuite encore à examiner si le deuxième recours gracieux de la société ... n'a pas à son tour interrompu le cours du délai de recours contentieux. Or, une réponse négative doit être apportée à cette question, étant donné que le délai du recours contentieux ne peut en principe être interrompu qu'une seule fois à la suite de l'introduction, dans le délai légal, d'un recours gracieux, à moins que l'autorité compétente ne consente à rouvrir l'instruction et à réexaminer la cause, à condition qu'elle se trouve en présence d'éléments nouveaux, c'est-à-dire de faits s'étant produits à la suite de la première décision et qui sont de nature à modifier la situation personnelle du réclamant (trib. adm. 3 avril 1997 (n° 9753 du rôle), Pas. adm. 2009, V° Procédure contentieuse, n° 191 et autres références y citées), l'hypothèse de l'existence de pareils faits nouveaux ne se trouvant pas vérifiée en l'espèce.

Enfin, il reste à savoir si la réponse réservée par la Chambre de commerce au deuxième recours gracieux de la société ... doit être considérée comme une décision nouvelle ouvrant une nouvelle voie de recours et un nouveau délai pour ce faire.

Or, force est encore de constater que tel n'est pas le cas. En effet, la décision de la Chambre du commerce du 13 décembre 2006, intervenue sur le deuxième recours gracieux de la société ..., ne constitue que la réitération pure et simple de la réponse réservée au premier recours gracieux, d'une part, et il ne saurait être question ni d'une prise de position par rapport à des éléments nouveaux ni d'ailleurs d'une omission de prise de position par rapport à pareils éléments nouveaux, étant relevé que même si la société ... a rectifié le chiffre du bénéfice commercial qu'elle estime devoir être mis en compte et même si elle verse une pièce nouvelle à l'appui de son itératif recours (un certificat de l'administration des Contributions du 18 août 2006), il n'en reste pas moins que sa contestation de la base de calcul prise en compte par la Chambre de commerce et sa prétention (prise en compte du bénéfice commercial effectivement réalisé, abstraction devant être faite des corrections de valeurs reprises du compte de pertes et profits) restent fondamentalement les mêmes que celles libellées dans le cadre de son premier recours gracieux et il ne saurait être question d'élément nouveau par rapport auquel la Chambre du commerce aurait tranché ou aurait dû trancher, d'autre part.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le délai de recours pour agir contre le bulletin de cotisation litigieux, dont les deux décisions subséquentes des 8 août et 13 décembre 2006 tirent leur existence, a commencé à

courir le 31 juillet 2006 ; qu'il a été interrompu par l'effet de l'introduction du premier recours gracieux ; qu'il a recommencé à courir le 31 août 2006, date à laquelle il doit être considéré que la société ... avait au plus tard connaissance de la décision confirmative du 8 août 2006 et qu'il a expiré le 30 novembre 2006, suite à l'écoulement d'un délai de trois mois, en application de l'article 13 de la loi précitée du 21 juin 1999.

Force est partant de constater que le recours contentieux introduit devant le tribunal administratif seulement en date du 11 octobre 2007 est intervenu tardivement et qu'il aurait dû être déclaré irrecevable, le jugement *a quo* étant à réformer en ce sens.

Comme ce constat d'irrecevabilité du recours en annulation introduit par la société ... vaut tant pour ce qui concerne le volet de la fixation de la cotisation due à travers le bulletin de cotisation du 7 juillet 2006 et les décisions des 8 août et 13 décembre 2006, que la question de l'affiliation de ladite société à la Chambre de commerce et comme l'appel incident ayant trait au bien-fondé du recours en annulation quant au prétendu volet autonome de l'affiliation présuppose la recevabilité de ce volet du recours initial, l'appel incident est par la force des choses à écarter pour manquer de fondement.

Au vu de l'issue du litige, la demande de la société ... en allocation d'une indemnité de procédure pour l'instance d'appel est à rejeter.

#### **Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties à l'instance ;

reçoit l'appel principal et l'appel incident en la forme ;

déclare l'appel principal fondé ;

par réformation du jugement du 14 décembre 2009, déclare le recours de la société ... en ce qu'il tend à l'annulation des décisions émises par la Chambre de commerce des 7 juillet, 8 août et 13 décembre 2006 en ce qu'elles portent fixation dans le chef de la société ... du montant de la cotisation à payer par elle pour l'année 2006 irrecevable *ratione temporis* ;

déclare l'appel incident non fondé et en déboute ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure formulée par la société ... pour l'instance d'appel pour manquer de fondement ;

condamne la société ... aux dépens des deux instances.

Ainsi délibéré et jugé par :

Henri CAMPILL, premier conseiller,  
Serge SCHROEDER, conseiller,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le premier conseiller en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 12 mai 2010  
Le greffier de la Cour administrative